

F. 93 — 1556

[C — 27269]

10 JUIN 1993. — Décret portant approbation de l'accord de coopération relatif au Fonds budgétaire interdépartemental de promotion de l'emploi conclu à Bruxelles le 25 novembre 1992 entre l'Exécutif régional wallon, l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale et l'Exécutif de la Communauté française (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1er.** L'accord de coopération, annexé au présent décret, relatif au Fonds budgétaire interdépartemental de promotion de l'emploi conclu à Bruxelles le 25 novembre 1992 entre l'Exécutif régional wallon, l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale et l'Exécutif de la Communauté française, conformément à l'article 92bis de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, est approuvé.

**Art. 2.** L'Exécutif dépose annuellement, avant le 15 octobre, un rapport relatif à l'application de l'accord de coopération.

Ce rapport est soumis au Conseil régional wallon.

**Art. 3.** Le présent décret produit ses effets le 1er juillet 1993.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 10 juin 1993.

Le Président de l'Exécutif,  
chargé de l'Economie, des P.M.E. et des Relations extérieures,  
G. SPITAEELS

Le Ministre du Développement technologique et de l'Emploi,  
A. LIENARD

Le Ministre des Affaires intérieures,  
chargé des Pouvoirs locaux, de l'Administration et des Travaux subsidiés,  
G. MATHOT

Le Ministre des Transports,  
A. BAUDSON

Le Ministre des Travaux publics,  
J.-P. GRAFE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Budget,  
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement,  
des Ressources naturelles et de l'Agriculture,  
G. LUTGEN

Annexe

**Accord de coopération relatif au Fonds budgétaire interdépartemental de promotion de l'emploi conclu à Bruxelles le 25 novembre 1992 entre l'Exécutif régional wallon, l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale et l'Exécutif de la Communauté française**

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par la loi du 8 août 1988, notamment les articles 6, § 1er, IX, et 92bis, § 1er;

Vu l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand, notamment l'article 5bis y inséré par le décret du 5 juillet 1990 et l'article 5ter y inséré par l'ordonnance du 20 décembre 1990;

Considérant que les parties signataires ont convenu de la nécessité de fixer un nombre maximum d'emplois à occuper dans le cadre du fonds;

Considérant que les parties signataires ont fixé une clé de répartition du financement entre la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale et s'engagent à faire correspondre la répartition d'emplois entre la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale en proportion de cette clé de répartition; qu'il convient, à cette

(1) *Session 1992-1993*

*Documents du Conseil*, 153 (SE 1992-1993) n°s 1 et 2.

*Compte rendu intégral*, séance publique du 25 mai 1993.

*Discussion — Vote.*

fin, que des rapports chiffrés annuels soient transmis aux autres signataires de l'accord par la Communauté française;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

L'Exécutif régional wallon, représenté par M. Albert Liénard, Ministre du Développement technologique et de l'Emploi;

L'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, représenté par M. Charles Picqué, Ministre-Président, chargé de l'Aménagement du Territoire, des Pouvoirs locaux et de l'Emploi;

L'Exécutif de la Communauté française, représenté par M. Bernard Anselme, Ministre-Président, ont convenu ce qui suit :

Article 1er. Le régime instauré pour le Fonds budgétaire interdépartemental de promotion de l'emploi par l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand est prolongé, en ce qui concerne la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale, jusqu'au 30 juin 1996.

Art. 2. Le nombre total des emplois visés par le présent accord est fixé de commun accord entre, d'une part, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale et, d'autre part, la Communauté française.

Art. 3. L'intervention financière annuelle, relative aux emplois situés en Région wallonne et en Région de Bruxelles-Capitale et financés par le Fonds budgétaire interdépartemental de promotion de l'emploi dans le cadre d'une convention conclue avec la Communauté française, est répartie selon la clé suivante :

1° 75 % du coût total de l'intervention sont à charge de la Région wallonne, avec un maximum absolu de 472 millions de francs par an;

2° 25 % du coût total de l'intervention sont à charge de la Région de Bruxelles-Capitale.

Art. 4. Les parties signataires s'engagent à faire correspondre progressivement la répartition des emplois concernés entre la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale en proportion de la clé de répartition prévue à l'article 3 du présent accord.

Afin d'évaluer la réalisation de cet objectif, des rapports complets concernant la répartition des emplois entre la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale sont transmis à celles-ci par la Communauté française au plus tard le 30 juin 1994, le 30 juin 1995 et le 28 février 1996.

Art. 5. Le présent accord produit ses effets, à l'égard des parties, à la date à laquelle le décret portant son approbation en ce qui concerne la Région wallonne et l'ordonnance portant son approbation en ce qui concerne la Région de Bruxelles-Capitale produiront leurs effets.

Le présent accord cesse ses effets le 30 juin 1996.

Bruxelles, le 25 novembre 1992.

Le Ministre du Développement technologique  
et de l'Emploi pour la Région wallonne,

A. LIENARD

Le Ministre-Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale,  
chargé de l'Aménagement du Territoire,  
des Pouvoirs locaux et de l'Emploi,

Ch. PICQUE

Le Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française,

B. ANSELME

#### ÜBERSETZUNG

D. 93 — 1556

[C — 27269]

10. JUNI 1993. — Dekret zur Genehmigung des Zusammenarbeitsabkommens über den interministeriellen Haushaltsfonds zur Förderung des Arbeitsmarktes, das am 25. November 1992 zu Brüssel zwischen der Wallonischen Regionalexekutive, der Exekutive der Region Brüssel-Hauptstadt und der Exekutive der Französischen Gemeinschaft geschlossen wurde (1)

Der Wallonische Regionalrat hat folgendes angenommen, und Wir, Exekutive, sanktionieren es :

Artikel 1. Das als Anlage des vorliegenden Dekrets beigefügten Zusammenarbeitsabkommen über den interministeriellen Haushaltsfonds zur Förderung des Arbeitsmarktes, das am 25. November 1992 zu Brüssel zwischen der Wallonischen Regionalexekutive, der Exekutive der Region Brüssel-Hauptstadt und der Exekutive der Französischen Gemeinschaft gemäß Artikel 92bis des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen geschlossen wurde, wird genehmigt.

Art. 2. Die Exekutive legt jedes Jahr vor dem 15. Oktober einen Bericht über die Anwendung des Zusammenarbeitsabkommens vor.

Dieser Bericht wird dem Wallonischen Regionalrat unterbreitet.

(1) Sitzung 1992-1993.

Ratsdokumente, 153 (SE 1992-1993) Nrn. 1 und 2.

Ausführlicher Bericht, öffentliche Sitzung vom 25. Mai 1993.

Diskussion — Abstimmung.

**Art. 3.** Der vorliegende Dekret tritt am 1. Juli 1993 in Kraft.  
Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, daß es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 10. Juni 1993.

Der Vorsitzende der Exekutive,  
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und den Auswärtigen Beziehungen,

G. SPITAEELS

Der Minister der Technologischen Entwicklung und der Beschäftigung,

A. LIENARD

Der Minister der Inneren Angelegenheiten,  
beauftragt mit den Lokalen Behörden,  
der Verwaltung und den Bezuschußten Arbeiten,

G. MATHOT

Der Minister des Transportwesens,

A. BAUDSON

Der Minister der öffentlichen Arbeiten,

J.-P. GRAFE

Der Minister der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Haushalts,

R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

G. LUTGEN

—  
Anlage

**Zusammenarbeitsabkommen über den interministeriellen Haushaltsfonds zur Förderung des Arbeitsmarktes, das am 25. November 1992 zu Brüssel zwischen der Wallonischen Regionalexekutive, der Exekutive der Region Brüssel-Hauptstadt und der Exekutive der Französischen Gemeinschaft geschlossen wurde**

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, abgeändert durch das Gesetz vom 8. August 1988, insbesondere der Artikel 6 § 1 IX und 92 bis § 1;

Aufgrund des Königlichen Erlasses Nr. 25 vom 24. März 1982 zur Ausarbeitung eines Programms für die Förderung des Arbeitsmarktes im nichtkommerziellen Sektor, insbesondere des darin durch das Dekret vom 5. Juli 1990 eingefügten Artikels 5 bis und des darin durch die Verordnung vom 20. Dezember 1990 eingefügten Artikels 5 ter;

In der Erwägung, daß die Unterzeichner sich darüber einig geworden sind, daß eine Höchstanzahl für die im Rahmen des Fonds zu besetzenden Arbeitsplätze bestimmt werden muß;

In der Erwägung, daß die Unterzeichner einen Schlüssel für die Verteilung der Finanzierung unter die Wallonische Region und die Region Brüssel-Hauptstadt festgelegt haben und sich verpflichten, die Anzahl Stellen entsprechend diesem Verteilungsschlüssel unter die Wallonische Region und die Region Brüssel-Hauptstadt zu verteilen; daß die Französische Gemeinschaft zu diesem Zweck den anderen Unterzeichnern einen zahlenmäßigen Jahresbericht übermitteln sollte;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates,

Haben die Wallonische Regionalexekutive, vertreten durch Herrn Albert Liénard, Minister der Technologischen Entwicklung und der Beschäftigung;

die Exekutive der Region Brüssel-Hauptstadt, vertreten durch Herrn Charles Picqué, Minister-Vorsitzender, beauftragt mit der Raumordnung, den Lokalen Behörden und der Beschäftigung;

die Exekutive der Französischen Gemeinschaft, vertreten durch Herrn Bernard Anselme, Minister-Vorsitzender,

folgendes vereinbart :

**Artikel 1.** Die Regelung, die für den interministeriellen Haushaltsfonds zur Förderung des Arbeitsmarktes durch den Königlichen Erlaß Nr. 25 vom 24. März 1982 zur Ausarbeitung eines Programms für die Förderung des Arbeitsmarktes im nichtkommerziellen Sektor eingeführt worden ist, wird in bezug auf die Wallonische Region und die Region Brüssel-Hauptstadt bis zum 30. Juni 1998 verlängert.

**Art. 2.** Die Gesamtzahl der durch vorliegendes Abkommen betroffenen Stellen wird im gegenseitigen Einvernehmen zwischen einerseits der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt und andererseits der Französischen Gemeinschaft festgelegt.

**Art. 3.** Die jährliche finanzielle Beteiligung in bezug auf die Stellen, die in der Wallonischen Region und in der Region Brüssel-Hauptstadt gelegen sind und im Rahmen einer mit der Französischen Gemeinschaft getroffenen Vereinbarung durch den interministeriellen Haushaltsfonds zur Förderung des Arbeitsmarktes finanziert werden, wird nach folgendem Schlüssel verteilt :

1° 75 % der Gesamtkosten der Beteiligung gehen zu Lasten der Wallonischen Region bei einem absoluten Höchstbetrag von 472 Millionen BEF pro Jahr;

2° 25 % der Gesamtkosten der Beteiligung gehen zu Lasten der Region Brüssel-Hauptstadt.

**Art. 4.** Die Unterzeichner verpflichten sich, die betreffenden Stellen stufenweise nach dem in Artikel 3 des vorliegenden Abkommens vorgesehenen Verteilungsschlüssel unter die Wallonische Region und die Region Brüssel-Hauptstadt zu verteilen.

Damit beurteilt werden kann, inwiefern dieses Ziel erreicht worden ist, übermittelt die Französische Gemeinschaft der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt spätestens am 30. Juni 1994, am 30. Juni 1995 und am 28. Februar 1996 vollständige Berichte über die Verteilung der Stellen unter diese beiden Regionen.

Art. 5. Verliedendes Abkommen wird, was die Parteien betrifft, mit dem Tag wirksam, an dem für die Wallonische Region das Dekret zu seiner Genehmigung und für die Region Brüssel-Hauptstadt die Verordnung zu seiner Genehmigung jeweils wirksam werden.

Vorliegendes Abkommen tritt am 30. Juni 1996 außer Kraft.

Brüssel, den 25. November 1992.

Der Minister der Technologischen Entwicklung und der Beschäftigung  
für die Wallonische Region,  
A. LIENARD

Der Minister-Vorsitzenden der Exekutive der Region Brüssel-Hauptstadt,  
beauftragt mit der Raumordnung,  
den Lokalen Behörden und der Beschäftigung,  
Ch. PICQUE

Der Minister-Vorsitzende der Exekutive der Französischen Gemeinschaft  
E. ANSELME

VERTALING

N. 93 — 1556

[C — 27269]

**10 JUNI 1993. — Decreet tot goedkeuring van het samenwerkingsakkoord betreffende het interdepartementaal Begrotingsfonds ter bevordering van de werkgelegenheid, gesloten te Brussel op 25 november 1992 tussen de Waalse Gewestexecutieve, de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve en de Franse Gemeenschaps-executieve (1)**

De Waalse Gewestraad heeft goedgekeurd en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Het samenwerkingsakkoord betreffende het interdepartementaal Begrotingsfonds ter bevordering van de werkgelegenheid gesloten te Brussel op 25 november 1992 tussen de Waalse Gewestexecutieve, de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve en de Franse Gemeenschaps-executieve, overeenkomstig artikel 92bis van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, is goedgekeurd.

**Art. 2.** Vóór 15 oktober brengt de Executieve een jaarlijks verslag uit over de toepassing van het samenwerkingsakkoord.

Dit verslag wordt aan de Waalse Gewestraad overgemaakt.

**Art. 3.** Dit decreet wordt van kracht op 1 juli 1993.

Kondigen dit decreet af en bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 10 juni 1993.

De Voorzitter van de Executieve, belast met Economie,  
KMO's en Externe Betrekkingen,  
G. SPITAEELS

De Minister van Technologische Ontwikkeling en Tewerkstelling,  
A. LIENARD

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden,  
belast met Plaatselijke Besturen,  
Administratie en Gesubsidieerde Werken,  
G. MATHOT

De Minister van Vervoer,  
A. BAUDSON

De Minister van Openbare Werken,  
J.-P. GRAFE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Begroting,  
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu,  
Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,  
G. LUTGEN

(1) *Zitting 1992-1993*

*Stukken van de Raad*, 153 (BZ 1992-1993), nrs. 1 en 2.

Volledig verslag, openbare zitting van 25 mei 1993.

Bespreking — Stemming.

## Bijlage

**Samenwerkingsakkoord betreffende het interdepartementaal Begrotingsfonds ter bevordering van de werkgelegenheid, gesloten te Brussel op 25 november 1992 tussen de Waalse Gewestexecutieve, de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve en de Franse Gemeenschapsexecutieve**

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988, inzonderheid op artikelen 6, § 1, IX, en 92bis, § 1;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 25 van 24 maart 1982 tot opzetting van een programma tot bevordering van de werkgelegenheid in de niet-commerciële sector, inzonderheid op artikel 5bis, er in gevoegd bij het decreet van 5 juli 1990, en op artikel 5ter, er in gevoegd bij ordonnantie van 20 december 1990;

Overwegend dat de ondertekenaars overeengekomen zijn dat het noodzakelijk is het maximum aantal te bekleeden betrekkingen in de personeelsformatie van het fonds vast te stellen;

Overwegend dat de ondertekenaars een verdeelsleutel van de financiering bepaald hebben voor het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en dat zij zich ertoe verbinden de verdeling van het aantal betrekkingen tussen het Waalse Gewest en het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest te doen overeenstemmen naar rato van deze verdeelsleutel; dat het daarvoor geboden is dat de Franse Gemeenschap jaarlijkse ramingsverslagen aan de andere ondertekenaars van het akkoord overmaakt;

Gelet op het advies van de Raad van State,

Zijn de Waalse Gewestexecutieve, vertegenwoordigd door de heer Albert Liénard, Minister van Technologische Ontwikkeling en Tewerkstelling;

de Executieve van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, vertegenwoordigd door de heer Charles Picqué, Minister-Voorzitter, belast met Ruimtelijke Ordening, Plaatselijke Besturen en Tewerkstelling;

de Franse Gemeenschapsexecutieve, vertegenwoordigd door de heer Bernard Anselme, Minister-Voorzitter,

overeengekomen hetgeen volgt :

Artikel 1. Het stelsel, dat ingericht werd voor het interdepartementaal Begrotingsfonds ter bevordering van de werkgelegenheid door het koninklijk besluit nr. 25 van 24 maart 1982 tot opzetting van een programma tot bevordering van de werkgelegenheid in de niet-commerciële sector, wordt, wat het Waalse Gewest en het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest betreft, verlengd tot 30 juni 1996.

Art. 2. Het in dit akkoord bedoeld totaal aantal betrekkingen wordt eenstemmig vastgesteld enerzijds, door het Waalse Gewest en het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest en anderzijds, door de Franse Gemeenschap.

Art. 3. De jaarlijkse financiële tussenkomst voor de betrekkingen in het Waalse Gewest en in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, die gefinancierd worden door het interdepartementaal Begrotingsfonds ter bevordering van de werkgelegenheid in het kader van een overeenkomst gesloten met de Franse Gemeenschap, wordt volgens de volgende sleutel verdeeld :

1° 75 % van de totale kosten van de tussenkomst zijn ten laste van het Waalse Gewest, met een maximum totaal van 472 miljoen frank per jaar;

2° 25 % van de totale kosten van de tussenkomst zijn ten laste van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest.

Art. 4. De ondertekenaars verbinden zich ertoe de verdeling van de bedoelde betrekkingen tussen het Waalse Gewest en het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest geleidelijk te doen overeenstemmen naar rato van de in artikel 3 van dit akkoord voorziene verdeelsleutel.

Om de verwezenlijking van dit doel te ramen, worden volledige verslagen betreffende de verdeling van de betrekkingen tussen het Waalse Gewest en het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest aan deze overgemaakt door de Franse Gemeenschap ten laatste op 30 juni 1994, 30 juni 1995 en 28 februari 1996.

Art. 5. Ten aanzien van de partijen heeft dit akkoord uitwerking op de datum waarop het decreet tot goedkeuring ervan voor het Waalse Gewest en de ordonnantie tot goedkeuring ervan voor het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest hun uitwerking zullen hebben.

Dit akkoord is niet meer geldig na 30 juni 1998.

Brussel, 25 november 1992.

De Minister van Technologische Ontwikkeling en Tewerkstelling,

A. LIENARD

De Minister-Voorzitter van de Executieve van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest,  
belast met Ruimtelijke Ordening, Plaatselijke Besturen en Tewerkstelling,

Ch. PICQUE

De Minister-Voorzitter van de Franse Gemeenschapsexecutieve,

B. ANSELME